ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DES FINANCES,
DE L'ÉCONOMIE GÉNÉRALE
ET DU CONTRÔLE BUDGÉTAIRE

Le président

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTE — EGALITE - FRATERNITE

Le 22 novembre 2026

Non à une règle de plomb dans la Constitution

Je suis très étonné par l'idée du chef de l'Etat d'introduire une règle d'or budgétaire dans la Constitution et m'y oppose.

Ce serait un verrou de plus, mais un verrou fatal. Le président a déjà tenté de fragiliser certaines grandes institutions indépendantes de notre République en faisant que ses serviteurs et ses idées lui survivent. Et maintenant, à quelques mois de la fin de son mandat, il envisage de changer non quelques postes clefs mais bien notre loi fondamentale. Après dix ans, alors que son échec et son discrédit sont totaux, c'est au suffrage universel de décider de la politique à venir et non à un président à bout de souffle.

Ce serait retourner la Constitution contre la démocratie. Il s'agirait d'une réforme majeure qui limiterait drastiquement la souveraineté du Parlement sur le budget et la capacité des prochains gouvernements à conduire une autre politique économique. Il est inacceptable que M. Macron propose, à six mois de son départ, de retourner ainsi la Constitution contre la démocratie parlementaire en verrouillant la politique économique et budgétaire de la Nation. Cette révision, ce serait la constitutionnalisation du cauchemar néo-libéral : le « There is not alternative » de Madame Thatcher.

Ce serait économiquement, écologiquement et socialement irresponsable. Cette règle serait impossible à suivre sauf à écrouler davantage encore notre économie. Comment imaginer une règle « d'or » budgétaire appliquée dès l'an prochain alors même que le décennat Macron a fait grimper notre dette de 1 360 milliards d'euros ? Aucun économiste, y compris les quatre experts missionnés en juin par Bercy, n'imagine sérieusement revenir à 3 % de déficit avant 2032.

Ce serait ignorer que l'Allemagne fait l'inverse et condamner la France. Il serait stupide d'emprunter une voie encore plus austéritaire quand l'Allemagne a abandonné sa propre règle d'or qui était en train d'étouffer sa croissance et d'empêcher les investissements qu'elle estime nécessaires à son économie. La politique de l'offre d'Emmanuel Macron a mis l'économie et les inégalités dans le rouge. Cela s'est fait à force de coupes budgétaires, d'affaiblissement du pouvoir d'achat et de cadeaux fiscaux à l'oligarchie capitaliste qui sont autant de recettes qui nous manquent aujourd'hui. Depuis dix ans, cela s'est fait par le budget et donc par la loi. Demain, on voudrait que cela s'impose par la Constitution. Le temps est venu de laisser une chance au pays de s'en sortir à partir de 2027, pas d'aggraver encore sa situation.

Éric Coquerel